

**27 JANVIER 1998. — Décret instituant une police de la conservation
du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet de préserver l'intégrité matérielle et physique des biens du domaine public régional des voies hydrauliques et de conserver à ces biens la destination qu'ils ont reçue.

Au sens du présent décret, la notion de voies hydrauliques s'entend de la voie d'eau proprement dite et de ses dépendances, lesquelles comprennent les terrains, les ouvrages et les constructions destinés à en assurer le maintien, l'utilisation et l'exploitation ainsi que celles qui contribuent au régime des eaux ou qui servent au passage des bateaux.

Art. 2. Sans préjudice de la compétence reconnue par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales à d'autres fonctionnaires, peuvent, dans les limites de leur ressort territorial, constater les infractions au présent décret et à ses arrêtés d'exécution et établir les procès-verbaux y afférents :

1° les fonctionnaires de rang A4 exerçant les fonctions de directeur;

2° les fonctionnaires de rang A5 et A6 titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil ou d'ingénieur industriel;

3° les fonctionnaires de niveau 2+, 2 et 3, désignés par le Gouvernement wallon et investis d'une mission de garde des voies navigables ou de contrôleur des travaux.

Les fonctionnaires énumérés à l'alinéa 1^{er} sont revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire et sont commissionnés et assermentés à cet effet. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire des faits qui y sont constatés.

Art. 3. Les procès-verbaux visés à l'article 2, alinéa 2, sont transmis dans les quinze jours de leur établissement à l'auteur de l'infraction ainsi qu'à l'officier chargé des fonctions du ministère public compétent par le fonctionnaire du ressort territorial concerné qui est titulaire d'un grade de rang A4 au moins ou qui en exerce les fonctions.

Art. 4. § 1^{er}. Les fonctionnaires visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, peuvent adresser des avertissements à l'auteur présumé d'une infraction visée au présent décret.

§ 2. Lorsqu'ils appartiennent à l'une des catégories visées à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ces fonctionnaires peuvent ordonner la cessation des actes ou des travaux qui sont de nature à porter atteinte à la viabilité ou à l'intégrité du domaine public régional des voies hydrauliques.

Tout ordre donné est consigné dans un procès-verbal et est confirmé au contrevenant dans les trois jours de la constatation des faits ayant donné lieu à l'établissement de ce dernier par un fonctionnaire du ressort territorial concerné titulaire d'un grade de rang A2 au moins ou qui en exerce les fonctions.

Art. 5. § 1^{er}. Lorsque l'auteur d'une infraction visée au présent décret a occasionné des dommages au domaine public régional des voies hydrauliques ou risque d'en occasionner, ces dommages sont constatés par un procès-verbal distinct établi par les fonctionnaires visés à l'article 2, alinéa 1^{er}.

Ce procès-verbal est notifié dans les quinze jours de son établissement à l'auteur de l'infraction par lettre recommandée dont le contenu précise les travaux à effectuer pour assurer la remise en état du domaine public régional des voies hydrauliques et le délai dans lequel ils doivent intervenir.

§ 2. Lorsque l'auteur de l'infraction reste en défaut de s'exécuter dans le délai qui lui a été imparti, le Gouvernement wallon est habilité à faire remettre en état le domaine public régional des voies hydrauliques aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 3. Lorsque les nécessités du service public ou l'urgence le justifient, le Gouvernement wallon peut procéder ou faire procéder sans délai aux travaux de remise en état du domaine public régional aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 6. Sont punis d'une amende de un franc au moins et de vingt-cinq francs au plus :

1° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, ont empiété sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou ont accompli un acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine;

2° ceux qui ont dérobé des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

3° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, soit ont occupé tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques, soit y ont implanté des installations fixes ou mobiles, soit y ont effectué des dépôts;

4° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, ont effectué un travail sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

5° ceux, qui sans autorisation écrite du gestionnaire, se sont livrés à l'extraction de terres, sables et autres matériaux à moins de vingt mètres de la limite des bords des voies hydrauliques;

6° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, organisent des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

7° ceux qui se livrent à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement wallon sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

8° ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, placent des panneaux-réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil. — 290 (1996-1997), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 14 janvier 1998. — Discussion. Vote.

9° les propriétaires, locataires ou usagers de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire qui, en période de crue, omettent d'enlever tous dépôts, de produits agricoles ou de matériel susceptibles d'être entraînés par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques;

10° les propriétaires et occupants en vertu d'un titre conventionnel ou précaire de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire qui édifient sans autorisation de ce dernier des ouvrages tels que digues, remblais, clôtures, plantations susceptibles de gêner l'écoulement des eaux ou de le restreindre, d'une manière nuisible, en période de crue;

11° ceux qui menacent la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter leur conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article 2, alinéa 1^{er}.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

ÜBERSETZUNG

D. 98 — 461

[C - 98/27080]

27. JANUAR 1998 — Dekret zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen und zur Regelung der Ausübungsbedingungen dieses Amtes (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret zielt darauf ab, die materielle und physische Unversehrtheit der Güter des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen zu wahren und ihre jeweilige Zweckbestimmung aufrechtzuerhalten.

Im Sinne des vorliegenden Dekrets umfaßt der Begriff 'Wasserstraßen' die eigentliche Wasserstraße sowie deren Nebenanlagen, die die Grundstücke, Bauwerke und Gebäude umfassen, welche deren Instandhaltung, Nutzung und Betrieb gewährleisten, sowie jene, die zur Regulierung des Wasserhaushalts oder zur Durchfahrt der Schiffe dienen.

Art. 2 - Unbeschadet der durch oder kraft anderer gesetzmäßiger oder dekretmäßiger Bestimmungen anderen Beamten anerkannten Zuständigkeiten können die nachstehenden Beamten innerhalb ihres geographischen Zuständigkeitsbereichs Verstöße gegen das vorliegende Dekret und gegen dessen Durchführungserlasse feststellen und diesbezüglich Protokolle aufnehmen:

1° die Beamten des Dienstranges A4, die das Amt eines Direktors bekleiden;

2° die Beamten der Dienstränge A5 und A6, die Inhaber eines Diploms als Zivil- oder Industrieingenieur sind;

3° die von der wallonischen Regierung bezeichneten Beamten der Stufe 2+, 2 oder 3, die mit der Überwachung der Wasserstraßen beauftragt sind oder das Amt eines Kontrolleurs der Arbeiten bekleiden.

Die in Absatz 1 angeführten Beamten haben die Eigenschaft eines Bediensteten der Gerichtspolizei. Sie sind zu diesem Zweck bevollmächtigt und vereidigt. Die von ihnen aufgenommenen Protokolle gelten bis zum Gegenbeweis der darin festgehaltenen Handlungen.

Art. 3 - Der Beamte des betroffenen geographischen Zuständigkeitsbereichs, der Inhaber eines Dienstgrades A4 oder höher ist oder in diesem Dienstgrad diensttuend ist, übermittelt die in Artikel 2, Absatz 2 angeführten Protokolle innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Aufnahme dem Urheber des Verstoßes sowie dem zuständigen Beamten der Staatsanwaltschaft.

Art. 4 - § 1. Die in Artikel 2 Absatz 1 angeführten Beamten sind berechtigt, dem vermeintlichen Urheber eines im vorliegenden Dekret genannten Verstoßes Verwarnungen zu erteilen.

§ 2. Wenn sie einer der in Artikel 2 Absatz 1, 1° und 2° angeführten Kategorien angehören, sind diese Beamten berechtigt, die Einstellung der Handlungen oder Arbeiten, die die Befahrbarkeit oder die Unversehrtheit des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen verletzen können, anzuordnen.

(1) Sitzung 1997-1998 :

Dokumente des Rates. — 290 (1996-1997), Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 14. Januar 1998. — Diskussion. Abstimmung.

Jegliche erteilte Anordnung wird in einem Protokoll schriftlich festgehalten und wird dem Zuwiderhandelnden innerhalb von drei Tagen nach Feststellung der Handlungen, die Anlaß zur Protokollierung gegeben haben, durch den Beamten des betroffenen geographischen Zuständigkeitsbereichs, der Inhaber eines Dienstgrades A2 oder höher ist oder in diesem Dienstgrad diensttuend ist, bestätigt.

Art. 5 - § 1. Wenn der Urheber eines im vorliegenden Dekret genannten Verstoßes Schäden am regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen verursacht hat oder zu verursachen droht, werden diese Schäden von den in Artikel 2 Absatz 1 angeführten Beamten durch ein getrenntes Protokoll festgestellt.

Dieses Protokoll wird dem Urheber des Verstoßes innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Aufnahme per Einschreibebrief übermittelt, aus dem ebenfalls hervorgeht, welche Arbeiten auszuführen sind, um die Instandsetzung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen zu gewährleisten und in welchem Zeitraum diese zu erfolgen haben.

§ 2. Wenn der Urheber eines Verstoßes die Arbeiten innerhalb der ihm zugestanden Frist nicht ausführt, ist die Wallonische Regierung berechtigt, das regionale öffentliche Netz der Wasserstraßen auf Kosten und Gefahr des Zuwiderhandelnden instand setzen zu lassen.

§ 3. Insofern die Anforderungen des öffentlichen Dienstes oder die Dringlichkeit dies rechtfertigen, kann die Wallonische Regierung fristlos die Arbeiten zur Instandsetzung des regionalen öffentlichen Netzes auf Kosten und Gefahr des Zuwiderhandelnden ausführen oder ausführen lassen.

Art. 6 - Werden mit einer Geldbuße von mindestens 1 BEF und höchstens 25 BEF belegt:

1° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers die Grenze des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen überschritten haben oder eine Handlung ausgeführt haben, die einen Verstoß gegen die Unversehrtheit dieses Netzes darstellt oder darstellen kann;

2° jene Personen, die Baustoffe gestohlen haben, die zwecks Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen gelagert wurden;

3° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers und in einer Art und Weise, die der Zweckbestimmung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen nicht entspricht, sich entweder das öffentliche Netz der Wasserstraßen vollständig oder teilweise angeeignet haben, oder dort feste oder bewegliche Einrichtungen erbaut haben, oder dort Güter gelagert haben;

4° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen ausgeführt haben;

5° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Erde, Sand und andere Stoffe in einer Entfernung von weniger als zwanzig Metern vom Ufer der Wasserstraßen abgebaut haben;

6° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsaktivitäten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen organisieren;

7° jene Personen, die eine Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsaktivität auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen ausüben, ohne dabei die von der Wallonischen Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten;

8° jene Personen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Werbetafeln oder jegliche Werbung auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen anbringen;

9° die Eigentümer, Mieter oder Nutzer von in durch den Betreiber bezeichneten Überschwemmungstälern gelegenen Grundstücken, die es bei Hochwasser unterlassen, alle gelagerten Materialien oder landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu entfernen, welche Gefahr laufen, durch das Hochwasser weggeschwemmt zu werden und die Zerstörung oder die Beschädigung der auf diesen Wasserstraßen vorläufig oder endgültig errichteten Kunstbauwerke zu verursachen;

10° die Eigentümer oder Nutzer kraft eines vereinbarten oder unmittelbaren Rechts von in den durch den Betreiber bezeichneten Überschwemmungstälern gelegenen Grundstücken, die ohne die Genehmigung des Betreibers Bauwerke errichten, wie Dämme, Erdaufschüttungen, Zäune oder Anpflanzungen, die das Abfließen des Wassers behindern können oder es bei Hochwasser auf eine schädende Art und Weise einschränken können;

11° jene Personen, die die Lebensfähigkeit des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen oder der auf der genannten Wasserstraße errichteten Bauwerke, Einrichtungen, Anpflanzungen gefährden, indem sie ein Wasserfahrzeug steuern, ohne ihre Fahrweise an die Gegebenheiten des genannten Netzes oder an die Anweisungen der in Artikel 2, Absatz 1 genannten Beamten anzupassen.

Art. 7 - Das vorliegende Dekret tritt in Kraft am ersten Tag des dritten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Januar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens
und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

VERTALING

N. 98 — 461

[C — 98/27080]

27 JANUARI 1998. — Decreet houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet beoogt het behoud van de materiële en fysieke integriteit van de goederen van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en van hun oorspronkelijke bestemming.

In de zin van dit decreet wordt verstaan onder 'waterwegen' de eigenlijke waterwegen en de aanhorigheden ervan, met name de terreinen, werken en bouwwerken voor hun instandhouding, gebruik en exploitatie, alsmede de aanhorigheden voor het waterbeheer en voor de doorvaart van de schepen.

Art. 2. Onverminderd de bevoegdheid die bij of krachtens andere wets- of decreetsbepalingen aan andere ambtenaren verleend wordt, mogen de hiernavermelde personen binnen de grenzen van hun ambtsgebied de overtredingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan vaststellen en proces-verbaal opmaken :

1° de ambtenaren van rang A4 die het ambt van directeur uitoefenen;

2° de ambtenaren van rang A5 en A6 die houder zijn van een diploma van burgerlijk of industrieel ingenieur;

3° de ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 die door de Waalse Regering aangewezen worden als wachter der waterwegen of controleur van de werken.

De in het vorige lid bedoelde ambtenaren zijn bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie en worden daartoe aangesteld en beëdigd. Hun processen-verbaal hebben bewijskracht tenzij de vastgestelde feiten weerlegd kunnen worden.

Art. 3. De in artikel 2, tweede lid, bedoelde processen-verbaal worden binnen vijftien dagen na het opmaken ervan door de ambtenaar van het bedoelde gebied, die titularis is van een graad van minstens rang A4 of die er het ambt van uitoefent, verzonden naar de overtreder en de officier die bekleed is met het ambt van het bevoegde openbaar ministerie.

Art. 4. § 1. De in artikel 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren mogen waarschuwingen richten aan de vermoedelijke dader van een in dit decreet bedoelde overtreding.

§ 2. Wanneer ze tot één van de in artikel 2, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorieën behoren, mogen deze ambtenaren de staking bevelen van handelingen of werken die de bruikbaarheid of de integriteit van het gewestelijk openbaar waterwegendomein in het gedrang brengen.

Elk gegeven bevel wordt in een proces-verbaal opgenomen en binnen drie dagen na de vaststelling van de feiten, die daartoe aanleiding hebben gegeven, aan de overtreder betekend door een ambtenaar van het bedoelde gebied die titularis is van een graad van minstens rang A2 of die er het ambt van uitoefent.

Art. 5. § 1. Wanneer de dader van een in dit decreet bedoelde overtreding schade heeft aangericht of zou kunnen aanrichten aan het gewestelijk openbaar waterwegendomein, wordt deze schade bij een afzonderlijk proces-verbaal vastgesteld door de in artikel 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren.

Dit proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen na het opmaken ervan bij aangetekende brief aan de overtreder betekend. De werken die uitgevoerd moeten worden om het gewestelijk openbaar waterwegendomein te herstellen en de termijn voor hun uitvoering worden nader bepaald in die brief.

§ 2. Wanneer de overtreder de werken niet uitvoert binnen de voorgeschreven termijn, is de Waalse Regering ertoe gemachtigd het gewestelijk openbaar waterwegendomein op kosten en op risico van de overtreder te laten herstellen.

§ 3. Wanneer de behoeften van de openbare diensten of de dringende noodzakelijkheid het wettigen, mag de Waalse Regering onmiddellijk bevel geven tot werken om het gewestelijk openbaar domein te laten herstellen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 6. Met een boete van minstens 1 en hoogstens 25 BEF worden gestraft :

1° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder het gewestelijk openbaar waterwegendomein zijn binnengedrongen of een handeling hebben verricht die de integriteit van het domein aantast;

2° degenen die materialen hebben gestolen die voor de behoeften van de wegdienst opgeslagen waren op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

3° degenen die het domein geheel of gedeeltelijk hebben bezet, er vaste of mobiele installaties hebben gebouwd of er goederen hebben opgeslagen, zonder schriftelijke machtiging van de beheerder en zonder inachtneming van de bestemming van het domein;

4° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder een werk hebben uitgevoerd op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

5° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder grond, zand en andere stoffen hebben gewonnen op minder dan twintig meter van de oevers van de waterwegen;

6° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder ontspannings-, sport- of toeristische activiteiten organiseren op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad. — 290 (1996-1997), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 14 januari 1998. — Bespreking. Stemming.

7° degenen die op het gewestelijk openbaar waterwegendomein ontspannings-, sport-, of toeristische activiteiten uitoefenen zonder inachtneming van de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden;

8° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder reclameborden plaatsen op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

9° de eigenaars, huurders of gebruikers van terreinen gelegen in door de beheerder aangeduide valleien die aan overstromingen onderhevig zijn, wanneer zij bij hoogwater de opgeslagen landbouwproducten of materialen verzuimen veilig te stellen, waardoor deze door de stroom kunnen worden meegevoerd en de tijdelijke of vaste kunstwerken kunnen vernielen of beschadigen;

10° de personen die krachtens een overeenkomst of bij wijze van gunst eigenaar en gebruiker zijn van terreinen gelegen in door de beheerder aangeduide valleien die aan overstromingen onderhevig zijn, en die, zonder zijn machtiging, werken uitvoeren, zoals dijken, grondophogingen, afsluitingen, aanplantingen die de waterafvoer zouden kunnen hinderen of bij hoogwater beperken;

11° degenen die de bruikbaarheid van het gewestelijk openbaar waterwegendomein of de werken, installaties of aanplantingen op dat domein in gevaar brengen door een vaartuig te loodsen zonder rekening te houden met de vormgeving van het domein noch met de instructies van de in artikel 2, eerste lid, bedoelde ambtenaren.

Artikel 1. Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 januari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 97/11433]

22 DECEMBER 1997. — Ministerieel besluit houdende verlenging van het mandaat van de leden en de voorzitter van elke afdeling van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, inzonderheid op de artikelen 61 en 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 juli 1993 houdende benoeming van de leden en de voorzitter van elke afdeling van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Het mandaat van de onderstaande bij ministerieel besluit van 26 juli 1993 houdende benoeming van de leden en de voorzitter van elke afdeling van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien benoemde leden van de

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 97/11433]

22 DECEMBRE 1997. — Arrêté ministériel portant prolongation du mandat des membres et du président de chaque section de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, notamment les articles 61 et 62;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juillet 1993 portant nomination des membres et du président de chaque section de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le mandat des membres de la section française de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention, cités ci-après et nommés par arrêté ministériel du 26 juillet 1993 portant nomination des membres et du président de